



Les Français et les paradis fiscaux

Sondage de l'institut CSA réalisé pour le CCFD-Terre Solidaire
en partenariat avec **la Croix** et **orange**

N 11-01-377 – Octobre 2011

Publication le Jeudi 13 octobre
LEVÉE D'EMBARGO : Mercredi 12 OCTOBRE – 19H00

Etude réalisée conformément à la norme internationale ISO 20252

Contacts CSA - Département Opinion :

Jérôme SAINTE-MARIE – Directeur de département (jerome.sainte-marie@csa.eu)

Yves-Marie CANN – Directeur d'études (yves-marie.cann@csa.eu)

2, rue de Choiseul • CS 70215 • 75086 Paris Cedex 02

Tél. : (33) 01 44 94 40 00 • Fax : (33) 01 44 94 40 01

www.csa.eu

SA au capital de 3 387 456 € • Siren 308 293 430 • RCS Paris : 308 293 430 • APE 7320 Z
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430



Sondage exclusif **CSA / CCFD-Terre Solidaire** réalisé **par téléphone les 28 et 29 septembre 2011**.

Echantillon national représentatif de **1009 personnes âgées de 18 ans et plus**, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Principaux enseignements

Dans l’imaginaire collectif, le concept de paradis fiscal renvoie incontestablement à l’illégalité et dans une moindre mesure à l’inefficacité des politiques publiques mises en place pour lutter contre eux, tant au plan national qu’à l’international.

Invités à préciser parmi une liste de cinq mots ceux qu’ils associent le plus aux paradis fiscaux, les Français interrogés par l’institut **CSA** pour **CCFD-Terre Solidaire** mentionnent avec une égale fréquence de citations l’« évasion fiscale » et la « fraude » (47% chacun). Deux autres notions recueillent chacune un score non négligeable : l’impunité (30%) et la corruption (28%). La criminalité apparaît quand à elle beaucoup plus secondaire (14%). Cette hiérarchie des représentations se vérifie peu ou prou auprès de la plupart des segments de population interrogés, indépendamment du genre, de l’âge et de la catégorie socioprofessionnelle des individus.

Pour une majorité d’interviewés, **les principaux bénéficiaires des paradis fiscaux sont les grandes fortunes** (51%). Viennent ensuite les multinationales et les mafias / réseaux criminels, respectivement cités par un quart et un cinquième environ des interviewés. Toutefois, la désignation des grandes fortunes ne fait pas consensus d’une catégorie de population à une autre, l’analyse détaillée des résultats laissant entrevoir des réponses beaucoup plus hétérogènes chez les cadres et les diplômés de l’enseignement supérieur. Parmi ces sous-populations, les multinationales recueillent des scores nettement supérieurs à la moyenne, faisant quasiment jeu égal avec les grandes fortunes. A titre d’exemple, 37% des cadres mentionnent les multinationales, devancées de seulement quelques points par les grandes fortunes (40%).

L'évasion fiscale et les paradis fiscaux comme facteurs d'appauvrissement des pays en développement suscitent peu de doute dans l'esprit des personnes interrogées. Huit Français sur dix répondent par l'affirmative, 44% allant jusqu'à se déclarer « certain » de ce lien de causalité. Cette certitude varie toutefois assez sensiblement avec l'âge : elle atteint son plus haut niveau chez les seniors et les plus de 65 ans (respectivement 54% et 53%) mais peine à fédérer jusqu'à un quart des 18-24 ans (24%).

Dès lors, **près de sept Français sur dix déclarent qu'il est « tout à fait » (29%) ou « plutôt » (40%) prioritaire de lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux**, trois sur dix émettant une opinion contraire. Cette priorité, majoritairement reconnue par l'ensemble des catégories interrogées, varie parfois assez sensiblement d'un segment de population à un autre. A titre d'exemple, elle oscille entre 56% chez les ouvriers et 77% parmi les cadres, soit un différentiel non négligeable de 21 points. De façon plus atténuée, 63% des jeunes âgés de moins de 25 ans jugent prioritaire une telle action contre 77% des plus de cinquante ans.

Cette priorité accordée à la lutte contre les paradis fiscaux se vérifie pleinement à la lecture des scores d'adhésion enregistrés pour différentes mesures proposées à cette fin. Deux d'entre elles bénéficient du soutien quasi unanime de la population : **obliger les multinationales à rendre public les bénéfices réalisés dans chacun pays où elles sont présentes (90%) et sanctionner plus durement les utilisateurs des paradis fiscaux (87%).** Fait suffisamment rare dans un sondage pour être souligné, la proportion d'individus se déclarant « tout à fait d'accord » avec chacune de ces deux mesures apparaît massif (respectivement 69% pour la première et 63% pour la deuxième).

Les deux autres mesures testées recueillent un soutien élevé quoique légèrement moins prononcé :

- Dresser une liste complète des territoires qui permettent d'échapper à l'impôt, à la justice et aux exigences de prudence financière (78%, dont 52% « tout à fait d'accord »),
- Attribuer les marchés publics uniquement aux entreprises et aux banques qui rendent public leurs activités dans les paradis fiscaux (74%, dont 42% « tout à fait d'accord »).

Cette adhésion très nette aux mesures proposées ne se dément pas d'une catégorie de population à une autre. Elle varie toutefois en intensité selon la catégorie socioprofessionnelle (les CSP+ manifestant une propension plus élevée que les catégories populaires à se déclarer « tout à fait d'accord ») et le degré de priorité accordé à la lutte contre les paradis fiscaux (l'intensité de l'adhésion aux mesures étant positivement corrélée à ce dernier).

Plus globalement, **une nette majorité se dessine au sein de la population pour juger nécessaire l'interdiction des paradis fiscaux afin de réguler le système financier international.** 73% des personnes interrogées partagent « certainement » (42%) ou « probablement » (31%) cette opinion. Dans le détail, l'adhésion à cette mesure radicale croît très sensiblement en intensité avec l'âge des personnes interrogées (33% des moins de 25 ans y adhèrent « certainement » contre 51% des plus de 65 ans) et apparaît d'autant plus intensément exprimée que les personnes interrogées sont issues des CSP+ (46% contre 36% parmi les catégories populaires). Le positionnement politique apparaît en revanche peu prédictif des réponses à cette question.

Cette demande d'une lutte contre les paradis fiscaux s'inscrit toutefois dans un contexte de défiance élevée à l'encontre des pouvoirs publics et des instances internationales. A ce titre, il est particulièrement symptomatique d'observer qu'à peine plus d'un tiers des personnes interrogées (35% exactement) déclare faire confiance à la France pour lutter efficacement contre les paradis fiscaux lors du prochain G20 qui se déroulera à Cannes les 3 et 4 novembre prochains. 64% déclarent ne pas lui faire confiance. Ces scores s'avèrent extrêmement proches de ceux enregistrés dès l'automne 2010 concernant la confiance accordée à la France pour réussir à faire interdire les paradis fiscaux sous un G20 placé sous sa présidence (29% de confiance contre 69% d'avis contraires).

Cette défiance majoritairement exprimée recoupe un clivage gauche / droite laissant à penser que le contexte national influe nettement sur les réponses : seuls 20% des sympathisants de gauche s'affirment confiants contre 59% de ceux de droite (dont 61% à l'UMP). Signalons enfin que la défiance observée décroît sensiblement avec l'âge des personnes interrogées, passant de 76% chez les moins de 25 ans à 50% « seulement » chez les plus de 65 ans.

Cette défiance prend aussi appui sur l'inefficacité perçue des mesures adoptées lors des précédents G20 : 83% des personnes interrogées estiment que celles-ci ont été soit « pas vraiment efficaces » (56%) soit « pas du tout efficaces » (27%), un score comparable à celui mesuré à l'automne 2010 (84%). Dès lors, seuls 10% des interviewés jugent ces mesures efficaces, 7% ne se prononçant pas. Ici, les sympathisants de droite et plus particulièrement de l'UMP s'avèrent d'un bien faible secours : seuls 16% d'entre eux répondent que les mesures prises lors des précédents G20 ont été efficaces (6% à gauche).

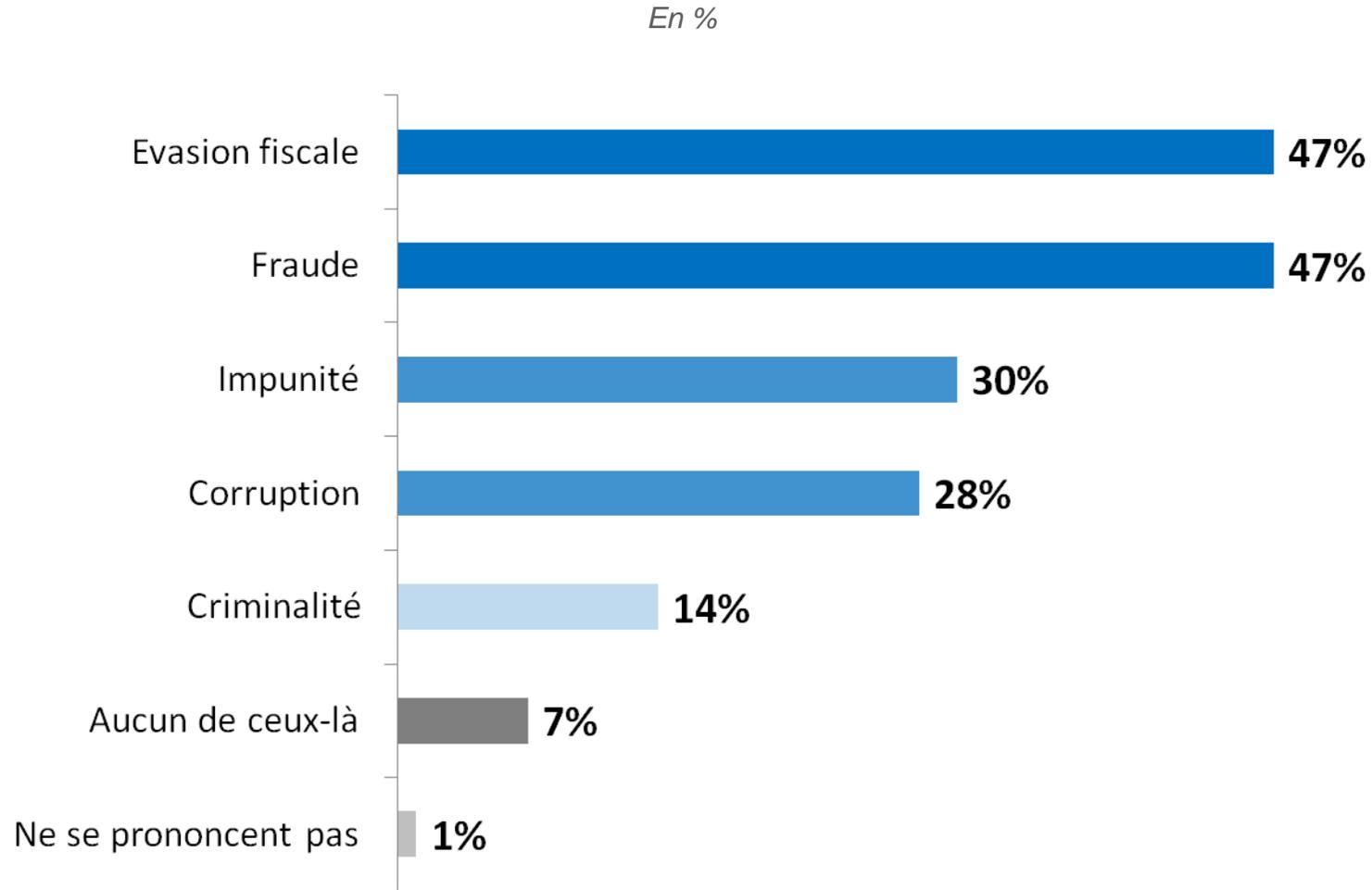
Malgré ce contexte de défiance, les Français manifestent très majoritairement le souhait que les candidats à la prochaine élection présidentielle proposent des solutions permettant de lutter contre les paradis fiscaux : 70% répondent par l'affirmative, près d'un sur deux (48%) déclarant souhaiter « tout à fait » ces propositions. L'attente d'une prise de parole et d'engagements électoraux sur ces enjeux enregistre des scores majoritaires auprès de l'ensemble des catégories de population, voire sensiblement supérieurs à la moyenne chez les 18-24 ans (77%), les diplômés de l'enseignement supérieur (80%) et les sympathisants de gauche (78%, 71% à droite).

Ces propositions pourraient être d'autant plus attendues que **le contexte économique et social**, notamment en raison de la crise des dettes souveraines, **s'avère propice à la prise en compte de cet enjeu**. Pour plus de huit Français sur dix (83%), **la lutte contre l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux serait une « très bonne » (34%) ou « assez bonne » (49%) solution pour augmenter les recettes fiscales et réduire les déficits publics**. Cette idée apparaît largement répandue au sein de la population, indépendamment des préférences politiques exprimées par les interviewés.

Les résultats de l'étude

Parmi la liste suivante, quels sont les mots que vous associez le plus aux paradis fiscaux ?

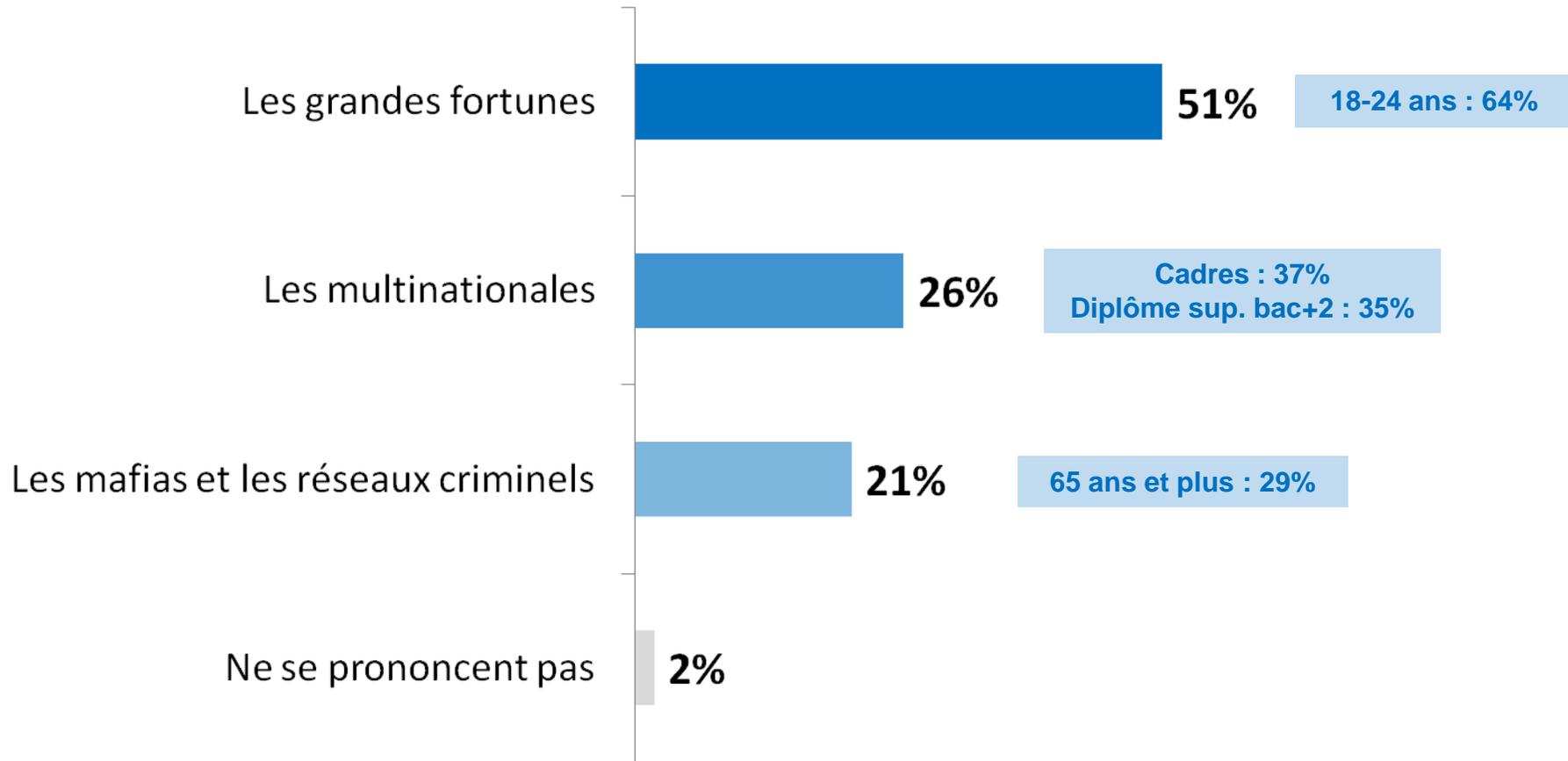
(Réponses données à l'aide d'une liste)



(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

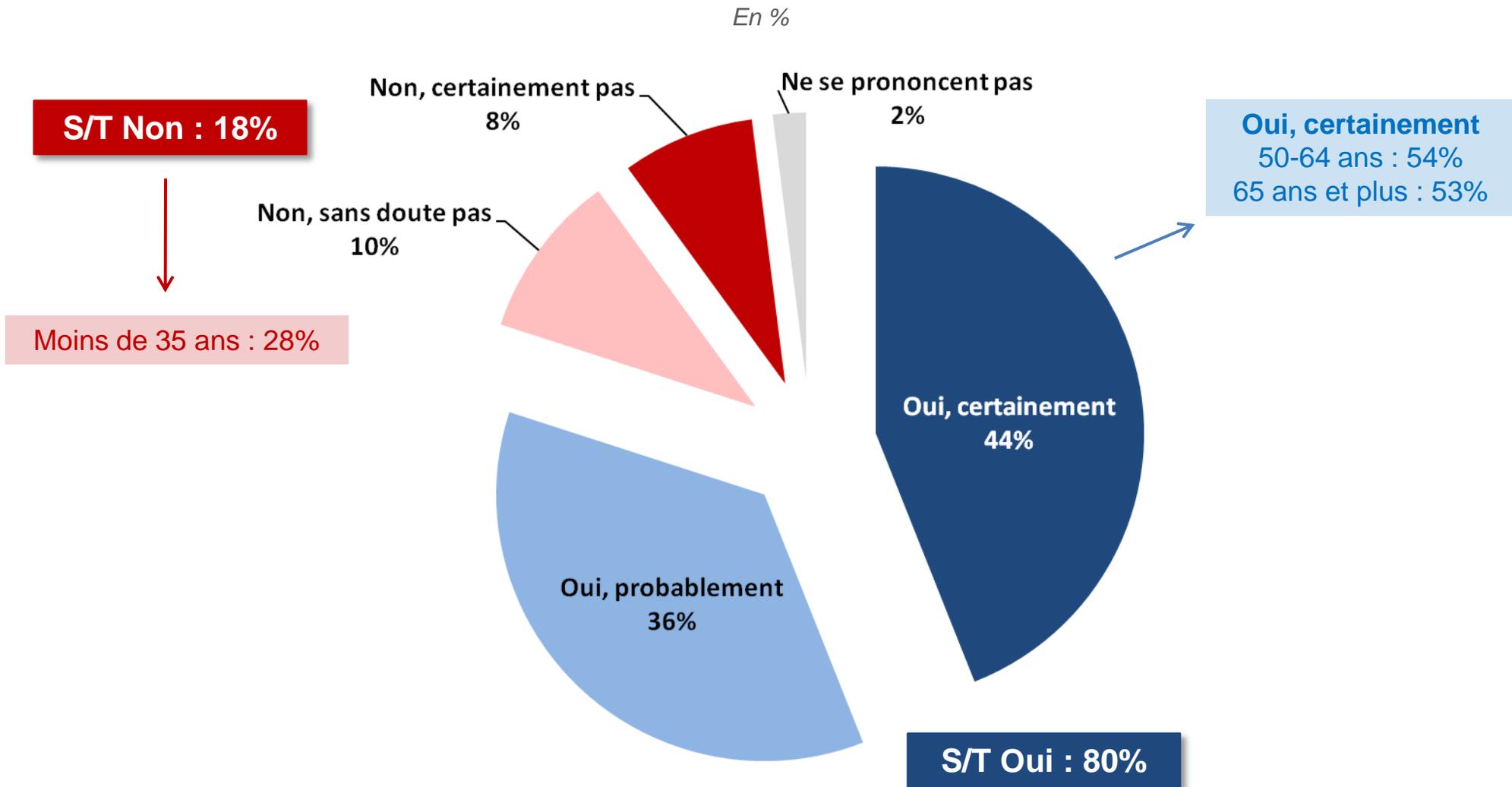
Parmi les acteurs suivants, quels sont, selon vous, ceux qui profitent le plus des paradis fiscaux ?

En %



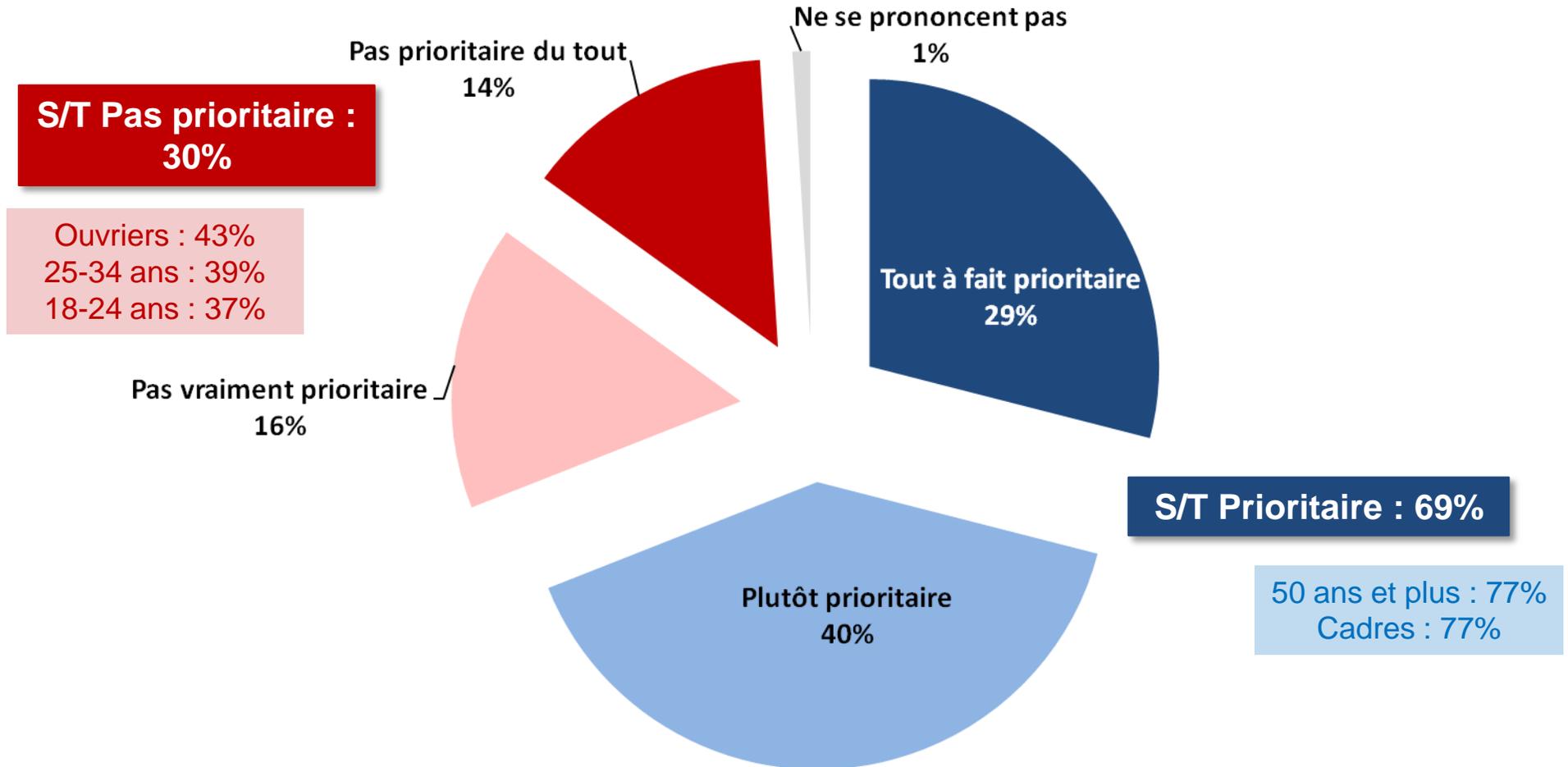
Huit français sur dix estiment que l'évasion fiscale est un facteur d'appauvrissement des pays en développement

D'après ce que vous en savez, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux sont-ils un facteur d'appauvrissement des pays en développement ?



Selon vous, la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux est-elle... ?

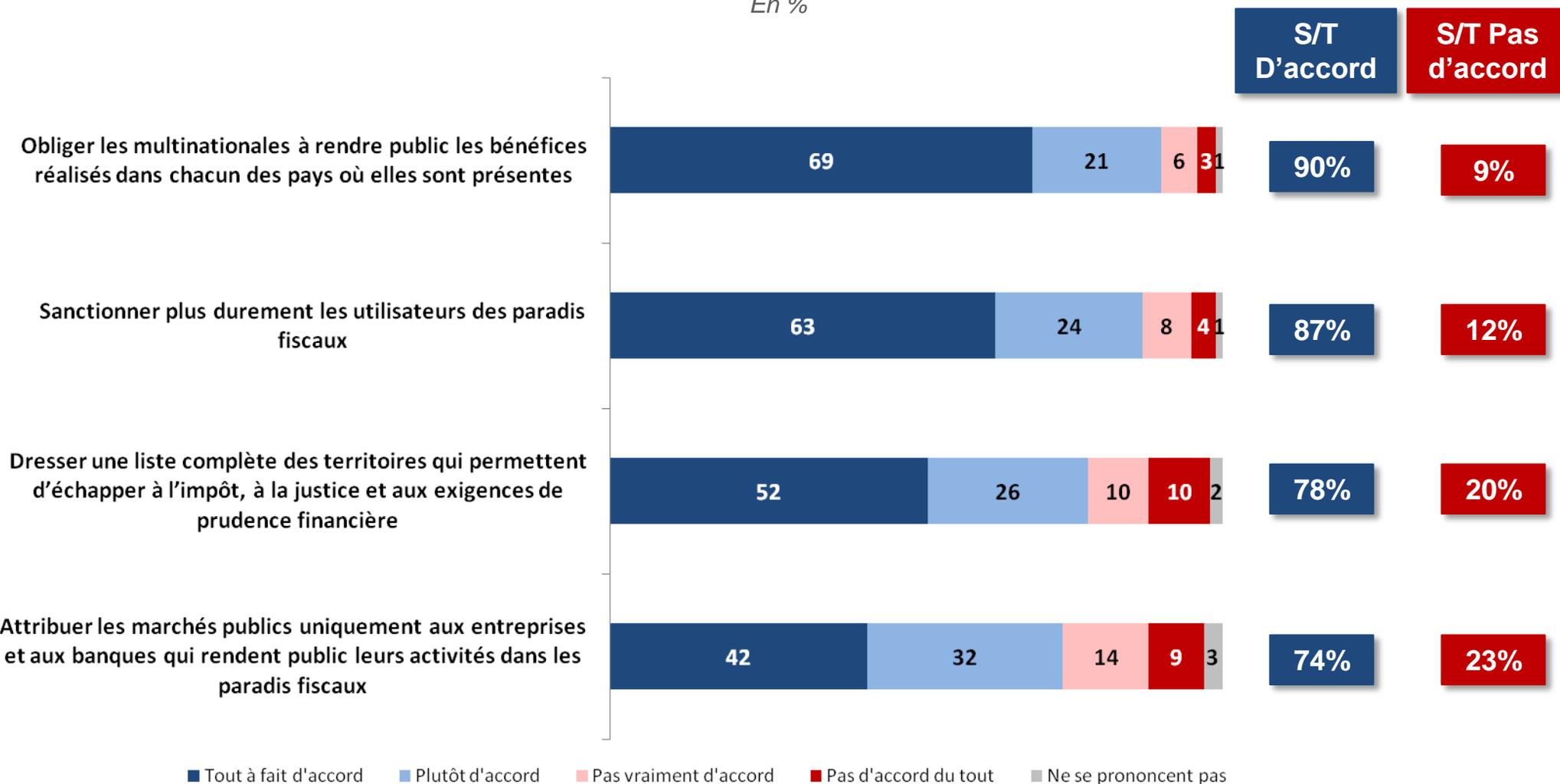
En %



Une large majorité de Français favorables aux mesures proposées pour lutter contre l'évasion fiscale

Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des propositions suivantes pour lutter contre les paradis fiscaux ?

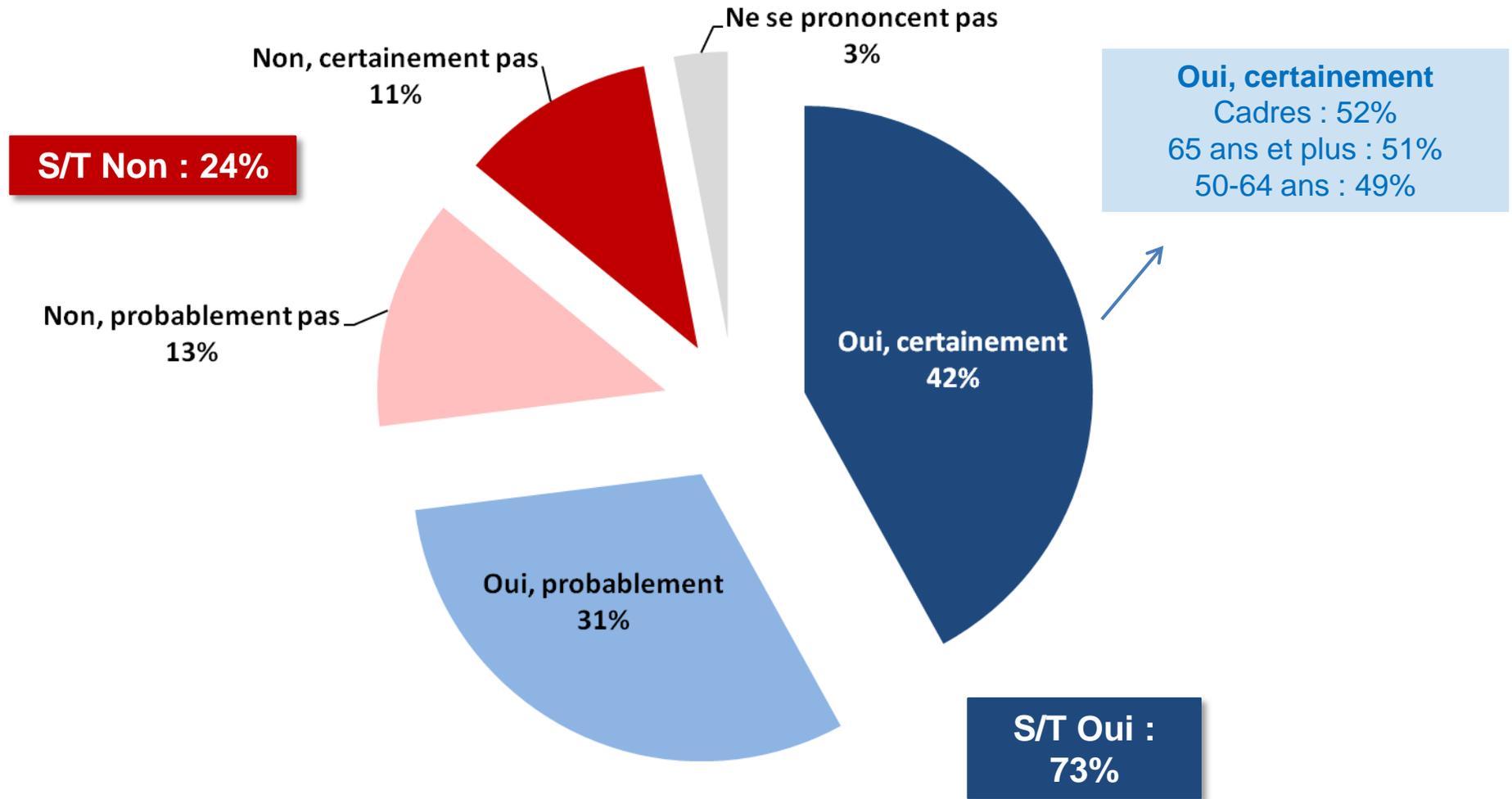
En %



L'interdiction des paradis fiscaux est majoritairement jugée nécessaire pour réguler le système financier international

Selon vous, l'interdiction des paradis fiscaux est-elle nécessaire pour réguler le système financier international ?

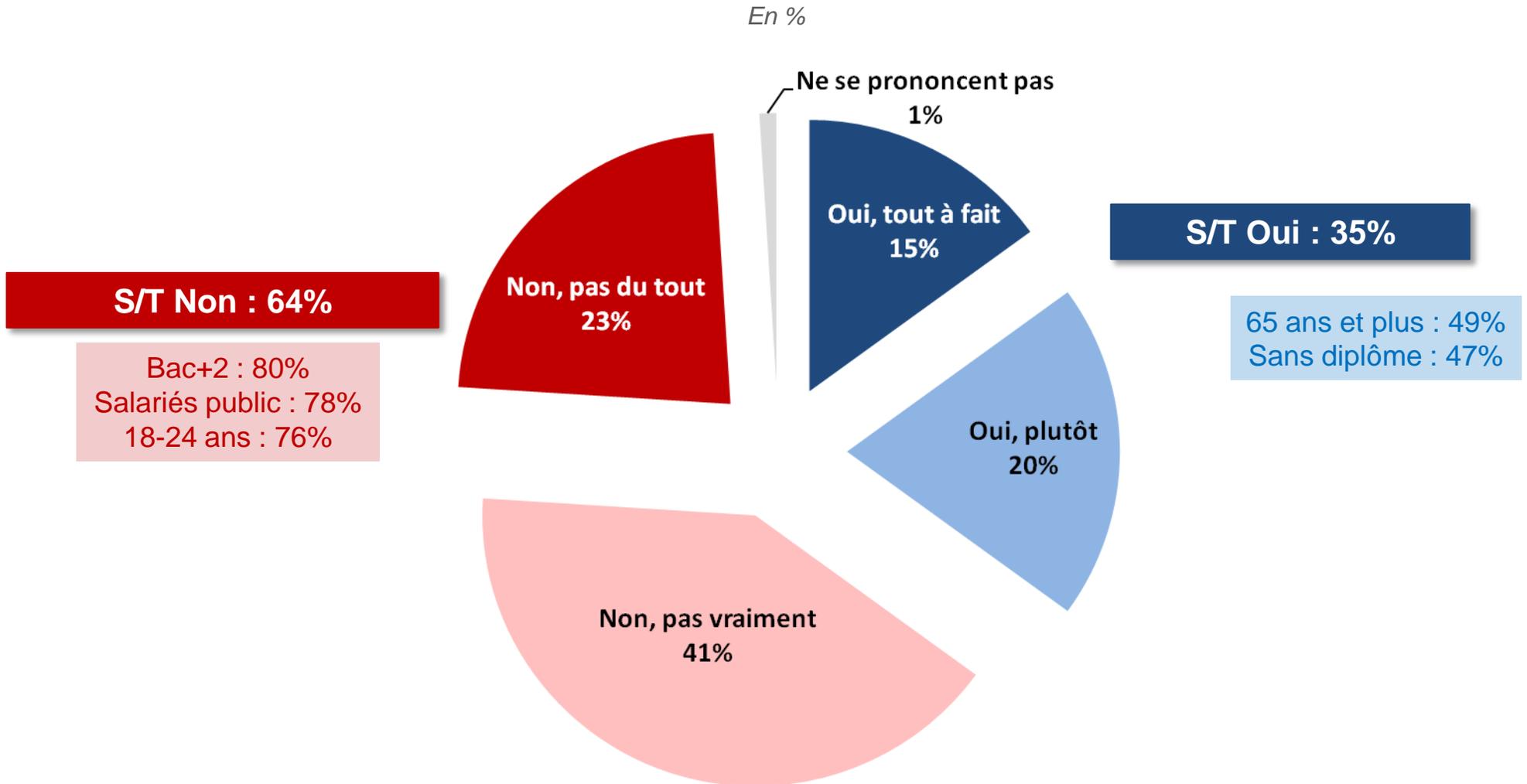
En %



Deux tiers des Français ne font pas confiance à leur pays pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale

Les 3 et 4 novembre prochains, le G20 se réunira à Cannes. A cette occasion, faites-vous confiance à la France pour lutter efficacement contre les paradis fiscaux ?

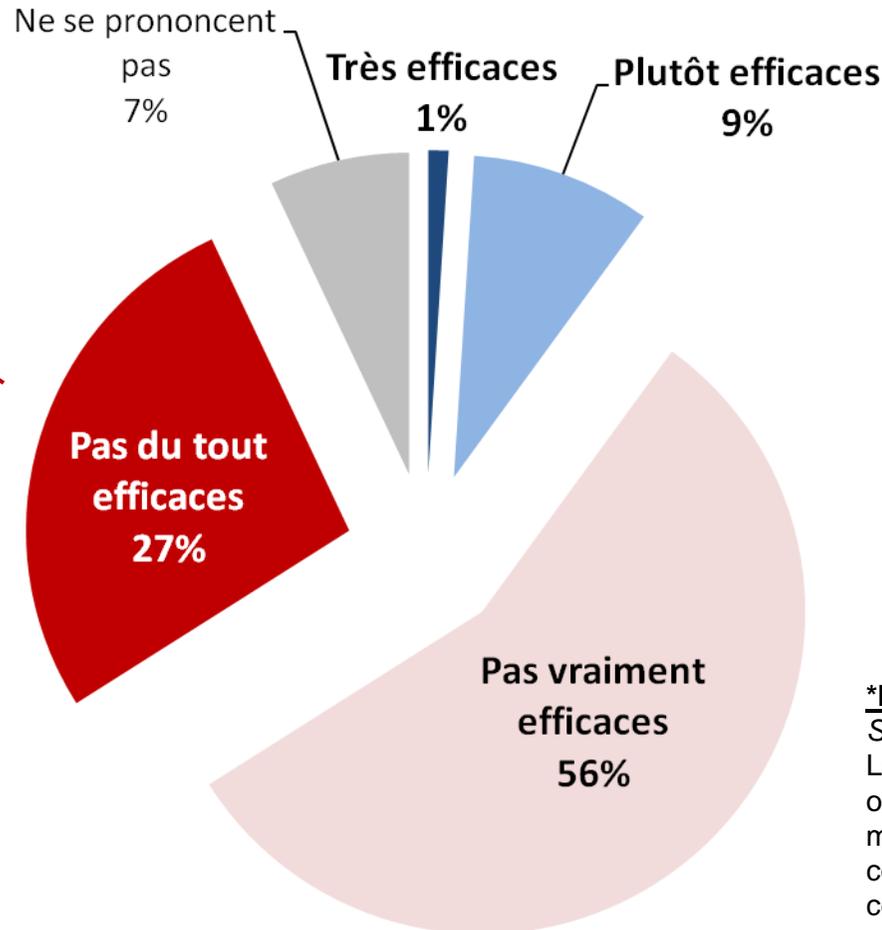
En %



Plus de huit Français sur dix jugent inefficaces les mesures prises par le G20 pour lutter contre l'évasion fiscale

Lors des précédents G20, différentes mesures avaient été prises pour lutter contre les paradis fiscaux. Selon vous, ces mesures ont-elles été... ?

En %



**S/T Efficaces :
10% (+3*)**

Pas du tout efficaces
Salariés public : 41%
50-64 ans : 38%

**S/T Pas efficaces :
83% (-1*)**

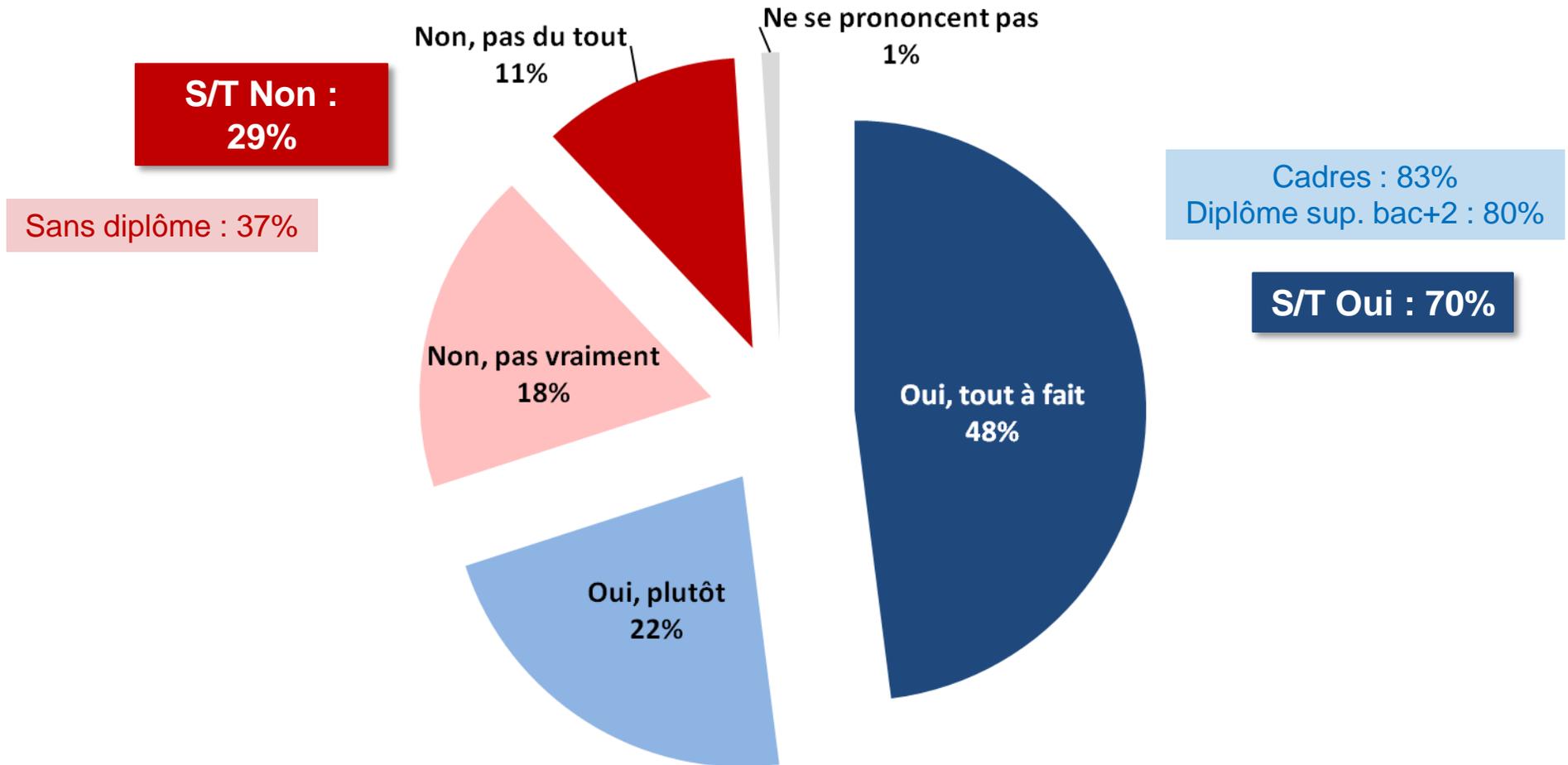
***Rappel :**

Sondage BVA réalisé en septembre 2010
La question était alors « Lors du G20 organisé en 2009 à Pittsburg, différentes mesures avaient été prises pour lutter contre les paradis fiscaux. Selon vous, ces mesures étaient ... ? »

Sept Français sur dix attendent des candidats à la présidentielle des propositions pour lutter contre l'évasion fiscale

Vous personnellement, attendez-vous des candidats à l'élection présidentielle de 2012 qu'ils proposent des solutions pour lutter contre les paradis fiscaux et réguler les marchés financiers ?

En %



La lutte contre l'évasion fiscale est massivement reconnue comme une bonne solution pour réduire les déficits publics

Selon vous, la lutte contre l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux serait-elle une bonne ou une mauvaise solution pour augmenter les recettes de l'Etat et réduire les déficits publics ?

En %

